

PROTOCOLE D'ACCORD 2026-2029

« Pour une gouvernance partagée du développement socio-économique de Bruxelles »

Sommet social, 11 juin 2026, signatures officielles

Préambule

La Région de Bruxelles-Capitale entame cette nouvelle législature dans un contexte marqué par d'importants enjeux économiques, sociaux et environnementaux, ainsi que par des contraintes budgétaires nécessitant une attention particulière à la soutenabilité des finances publiques, qui appellent des réponses cohérentes, ambitieuses et durables.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les interlocuteurs sociaux réunis au sein du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (Brupartners) réaffirment leur conviction commune : les transformations nécessaires ne peuvent être pleinement réussies que dans le cadre d'une concertation économique et sociale forte, structurée et continue.

La concertation économique et sociale constitue en effet un levier essentiel de gouvernance publique, fondé sur l'expertise de terrain, la légitimité démocratique des interlocuteurs sociaux et la recherche d'équilibres durables entre développement économique, progrès social et soutenabilité environnementale.

Depuis plus de vingt ans, la concertation économique et sociale bruxelloise se concrétise, en début de chaque législature, par la définition conjointe des grandes orientations socio-économiques appelées à structurer l'action publique régionale.

Le présent protocole d'accord s'inscrit dans cette tradition et vise à préciser le cadre de travail partagé ainsi que les priorités communes qui guideront, pour la législature 2026-2029, tant l'action du Gouvernement que la concertation avec les interlocuteurs sociaux.

Un engagement commun de co-construction

Les parties signataires reconnaissent que la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques socio-économiques régionales reposent sur une responsabilité partagée entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux.

À ce titre, elles s'engagent à :

- placer la concertation au cœur du processus décisionnel, en amont des grandes orientations politiques ;
- valoriser pleinement le rôle du Comité bruxellois de concertation économique et sociale (CBCES) comme lieu privilégié de dialogue tripartite ;
- garantir un dialogue social exigeant, transparent et orienté vers des résultats concrets ;
- mobiliser conjointement leurs expertises afin d'identifier des solutions opérationnelles aux défis du marché du travail et du développement régional.

Les priorités partagées : socle de la législature

Le Sommet social du 11 juin 2026 constitue un moment fondateur de la législature.

Il consacre l'identification de **priorités partagées** entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux, qui constituent :

- la **feuille de route commune** de la concertation socio-économique régionale ;
- le **cadre structurant des travaux du CBCES** ;
- un **vecteur de convergence des politiques publiques et des attentes socio-économiques**.

Ces priorités sont définies de manière conjointe et évolutive, sur la base d'un dialogue approfondi entre les parties.

Modalités de mise en œuvre

Afin de garantir la portée effective du présent accord, les parties conviennent de :

- organiser régulièrement, et au minimum une fois par an, des points d'étape dans le cadre du CBCES, permettant le suivi des avancées ;
- assurer un reporting transparent sur l'état d'avancement des priorités partagées ;
- respecter la méthode de travail spécifique des priorités partagées, conformément à l'ordonnance du 2 décembre 2021 relative à Brupartners ;
- adapter, le cas échéant, ces priorités en fonction de l'évolution du contexte socio-économique ;
- inscrire les travaux de concertation dans une logique de résultat et d'impact concret.


Le Sommet social constitue à cet égard un rendez-vous structurant récurrent, destiné à évaluer les progrès réalisés et à définir les orientations futures.

Ambition commune

Par la signature du présent protocole, le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux affirment leur volonté :

- de renforcer durablement le modèle bruxellois de concertation économique et sociale ;
- de construire des politiques publiques plus efficaces, plus inclusives et mieux ancrées dans les réalités de terrain ;
- de contribuer ensemble au développement d'une Région inclusive, prospère et résiliente.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :



Boris Dilliès

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Recherche scientifique, du Tourisme, des Relations Extérieures, du Commerce Extérieur et des matières Biculturel d'Intérêt Régional

Elke Van den Brandt

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière

Ahmed Laaouej

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Action sociale et des solidarités, en charge des Pouvoirs Locaux, de l'Égalité des chances et du Soutien scolaire

Dirk De Smedt

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et de la Transition numérique



Laurent Hublet

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Économie et de l'Économie numérique



Audrey Henry

Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, de la Propreté publique, de l'Énergie et de l'Enlèvement et le traitement des immondices (compétences déléguées par le Ministre-Président Boris Dilliès)



Ans Persoons

Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, chargée du Climat, de la Rénovation urbaine, du Patrimoine et de la Promotion de l'image de Bruxelles (compétences déléguées par la Ministre Elke Van de Brandt)



Karine Lalieux

Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, chargée du Transport rémunéré des personnes et des Infrastructures sportives (compétences déléguées par le Ministre Ahmed Laaouej)

Pour le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (Brupartners) :

**Les organisations représentatives
des travailleurs :**



Pour la FGTB
Florence LEPOIVRE



Pour la CSC
Benoît DASSY

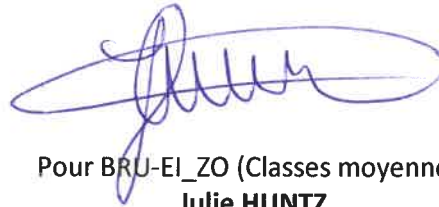


Pour SYNOVA
Michaël DUFRANE

**Les organisations représentatives
des employeurs, des classes moyennes
et des employeurs du non-marchand de la
Région de Bruxelles-Capitale :**



Pour BEG
Lisa ISNARD



Pour BRU-EI_ZO (Classes moyennes)
Julie HUNTZ



Pour BRUXEO
Bruno GÉRARD

Sommet social – 11 juin 2026

Les 17 priorités partagées pour l’avenir de Bruxelles

1. Mobilité | Mobiliteit

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
1.	Plan régional de mobilité pour les aspects socio-économiques. Gewestelijk mobiliteitsplan voor de socio-economische aspecten.
2.	Dans le cadre de la révision de l’ordonnance Chantiers, améliorer la coordination des acteurs de la mobilité. Verbetering van de coördinatie van de mobiliteitsactoren in het kader van de herziening van de ordonnantie “Werven”.

2. Emploi | Tewerkingstelling

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
3.	Développement d’une vision stratégique sur l’accompagnement et le contrôle des chercheurs d’emploi sur base de la proposition des interlocuteurs sociaux en vue de renforcer et d’encadrer la prise en charge des chercheurs d’emploi et à mettre en œuvre via deux textes réglementaires distincts mais étroitement liés (notamment via une note cadre pour approbation au gouvernement, reprenant la vision stratégique développée) : <ol style="list-style-type: none">Adoption d’un cadre réglementaire dévolu à l’accompagnement des chercheurs d’emploi en vue de son renforcement et, notamment, de son articulation avec l’orientation vers les métiers en pénurie et avec l’accompagnement socioprofessionnel réalisé par les partenaires d’Actiris et les cellules ISP des CPAS ;Révision du contrôle de la disponibilité des chercheurs d’emploi. En outre, une position bruxelloise quant à la définition d’emploi convenable sera établie.



	<p>Ontwikkeling van een strategische visie op de begeleiding en de controle van werkzoekenden, op basis van de voorstellen van de sociale partners, met het oog op het versterken van en het omkaderen van de begeleiding van werkzoekenden, en uit te voeren via twee afzonderlijke maar nauw met elkaar verbonden regelgevende teksten (met name via een kadernota ter goedkeuring aan de Regering, waarin de ontwikkelde strategische visie wordt opgenomen):</p> <ol style="list-style-type: none">Aanname van een regelgevend kader voor de begeleiding van werkzoekenden, met het oog op de versterking ervan en met name op een betere afstemming met de oriëntatie naar knelpuntberoepen en met de socioprofessionele begeleiding door de partners van Actiris en de SPI-cellen van de OCMW's;Herziening van de controle van de beschikbaarheid van werkzoekenden. Daarnaast zal een Brusselse positie worden bepaald met betrekking tot de definitie van passende betrekking.
4.	<p>Aides à l'emploi :</p> <ol style="list-style-type: none">Réforme du dispositif ALE ;Monitoring et évaluation du système ACS afin de mieux faire correspondre celui-ci aux besoins des différents secteurs et structures ;Évaluation et révision des aides à l'emploi pour les simplifier et en améliorer l'efficacité dont la création d'un nouveau dispositif de soutien à l'emploi en remplacement de la prime Activa. <p>Tewerkstellingssteun:</p> <ol style="list-style-type: none">Hervorming van het PWA-stelsel;Monitoring en evaluatie van het ge-co-systeem met het oog op een betere afstemming op de behoeften van de verschillende sectoren en structuren;Evaluatie en herziening van de tewerkstellingssteun om deze te vereenvoudigen en de doeltreffendheid ervan te verbeteren, met inbegrip van de invoering van een nieuw stelsel van tewerkstellingssteun ter vervanging van de Activa-premie. <p>Métiers en pénurie : Développer une stratégie régionale « attractivité ».</p> <p>Knelpuntberoepen: Ontwikkeling van een gewestelijke strategie "aantrekkelijkheid".</p>
5.	

3. Urbanisme | Stedenbouw

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
6.	<p>Refonte de l'ensemble du cadre urbanistique régional (COBAT, RRU, PRAS).</p> <p>Hervorming van het volledige gewestelijke stedenbouwkundige kader (BWRO, GSV, GBP).</p>



4. Aménagement du territoire | Ruimtelijke Ordening

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
7.	<p>Développement d'une vision stratégique 2030 renouvelée du développement territorial, visant à mieux articuler les besoins en logements, les impératifs environnementaux et les objectifs de développement économique.</p> <p>Ontwikkeling van een vernieuwde strategische visie 2030 voor de territoriale ontwikkeling, gericht op een betere afstemming van de woonbehoeften, de milieunoden en de doelstellingen inzake economische ontwikkeling.</p>

5. Économie | Economie

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
	<p>Plan de redéploiement de l'économie bruxelloise visant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none">• Lever les freins au dynamisme entrepreneurial, en proposant des actions concrètes destinées à supprimer les barrières transversales identifiées ;• Développer les secteurs porteurs tels que repris dans la DPR ;• Soutenir l'artisanat, les commerces de proximité, l'entrepreneuriat féminin, les ETA et les formes d'entrepreneuriat favorisant la diversité ;• Soutenir l'économie sociale.
8.	<p>Herstructureringsplan van de Brusselse economie, met name gericht op:</p> <ul style="list-style-type: none">• Het wegwerken van belemmeringen voor het ondernemerschap door concrete acties voor te stellen om de vastgestelde sectoroverschrijdende barrières weg te nemen;• De ontwikkeling van toekomstgerichte sectoren zoals opgenomen in de Gewestelijke Beleidsverklaring (GBV);• De ondersteuning van ambacht, buurtwinkelhandel, vrouwelijk ondernemerschap, de beschutte werkplaatsen (BW) en vormen van ondernemerschap die diversiteit bevorderen;• De ondersteuning van de sociale economie.



9.	<p>Création d'un mécanisme d'accélération économique (zone franche) dont Audi, la zone du Port, etc.</p> <p>Mise en place de cellules de reconversion destinées à renforcer une politique industrielle pérenne.</p> <p>Oprichting van een economisch versnellingsmechanisme (stedelijke vrijzones), onder meer Audi en de havenzone, enz.</p> <p>Invoering van reconversiecellen ter versterking van een duurzame industriepolitiek.</p>
10.	<p>Positionner Bruxelles comme un hub technologique majeur en intelligence artificielle, FinTech, soins de santé, GovTech et industries culturelles et créatives, en renforçant la coopération entre Innoviris, finance&invest.brussels et les acteurs académiques.</p> <p>Brussel positioneren als een belangrijke technologische hub op het vlak van artificiële intelligentie, FinTech, gezondheidszorgen, GovTech en de culturele en creatieve industrieën, door de samenwerking tussen Innoviris, finance&invest.brussels en de academische actoren te versterken.</p>
11.	<p>S'interroger sur les impacts et l'efficacité des aides économiques actuelles, en évaluant la pertinence d'en réformer certaines en faveur de prêts à taux réduit et de mécanismes de trésorerie plutôt que de primes.</p> <p>Reflectie over de impact en de doeltreffendheid van de huidige economische steunmaatregelen, met evaluatie van de opportuniteit om sommige daarvan te hervormen ten gunste van leningen tegen verlaagde rente en kasmechanismen, in plaats van bepaalde minder doeltreffend bevonden premies.</p>
12.	<p>Poursuivre la transition écologique du tissu économique en soutenant les filières circulaires.</p> <p>Voortzetten van de ecologische transitie van het economisch weefsel door de circulaire sectoren te ondersteunen.</p>

6. Environnement | Leefmilieu

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
13.	<p>Le gouvernement appliquera la LEZ selon le principe de finalité et de proportionnalité, avec un cadre d'exceptions claires et délimitées, afin de concilier l'impact social, économique et environnemental. Ainsi, des exceptions seront prévues pour les usages professionnels mais aussi pour les catégories les plus vulnérables pour autant qu'elles soient clairement définies et qu'elles puissent être identifiées au moyen d'une source authentique.</p> <p>De regering zal de LEZ toepassen volgens het principe van doelmatigheid en proportionaliteit, met een kader van duidelijke en afgebakende uitzonderingen, om zo het sociale, economische en milieueffect met elkaar te verzoenen. Zo zullen er uitzonderingen worden voorzien voor professioneel gebruik, maar ook</p>



	voor de meest kwetsbare categorieën, op voorwaarde dat deze duidelijk omschreven zijn en kunnen worden geïdentificeerd op basis van een authentieke bron.
14.	Intensifier la politique d'isolation du bâti (mesures concrètes avec des sources de financement clairement identifiées). Opvoering van het isolatiebeleid voor het gebouwenbestand (concrete maatregelen met duidelijk geïdentificeerde financieringsbronnen).

7. Social-Santé | Sociale Actie-Gezondheid

PRIORITÉS PARTAGÉES	
N°	
	Accès universel et inconditionnel aux soins : <ul style="list-style-type: none">• Coordination et décloisonnement des politiques sociales et de santé, en poursuivant le PSSI avec des priorités et moyens clairement définis ;• Renforcer la première ligne et une santé de proximité via des démarches d'aller vers (dont les médibus) pour atteindre en priorité les quartiers en pénurie de professionnels et les publics les plus fragilisés ;• Faire de la prévention et de la promotion de la santé une priorité transversale, en intégrant l'approche « Health in all policies » et les déterminants sociaux de la santé ;• Soutenir les structures de soins (maisons médicales, structures pluridisciplinaires, santé mentale, revalidation, maisons de repos et alternatives) et garantir l'accès universel et inconditionnel aux soins ;• Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou en perte d'autonomie et renforcer le soutien aux aidants proches ;• Prioriser la santé mentale et la lutte contre les addictions, en renforçant la prévention, l'accompagnement et en augmentant l'offre de lits.
15.	Universelle en onvoorwaardelijke toegang tot zorg: <ul style="list-style-type: none">• Coördinatie en ontschotting van het sociale en gezondheidsbeleid, met voortzetting van het GWGP met duidelijk afgebakende prioriteiten en middelen;• Versterken van de eerstelijnszorg en van een toegankelijke nabijheidszorg via outreachende aanpakken (waaronder de medibussen), om in de eerste plaats de wijken met een tekort aan professionals en de meest kwetsbare groepen te bereiken;• Preventie en gezondheidsbevordering tot een transversale prioriteit maken, door de 'Health in all policies'-benadering en de sociale determinanten van gezondheid te integreren;



	<ul style="list-style-type: none">• Ondersteunen van zorgstructuren (wijkgezondheidscentra, multidisciplinaire structuren, geestelijke gezondheidszorg, revalidatie, woonzorgcentra en alternatieven) en het waarborgen van universele en onvoorwaardelijke toegang tot zorg;• Bevorderen van het thuisblijven van ouderen of personen met een verminderde zelfredzaamheid en versterken van de ondersteuning van mantelzorgers;• Prioriteit geven aan geestelijke gezondheid en de strijd tegen verslavingen, door de preventie en begeleiding te versterken en het aanbod aan bedden uit te breiden.
16.	<p>Lutter contre le non-recours aux droits et aux soins en simplifiant les démarches, et améliorant l'information du public et en garantissant l'effectivité des droits existants.</p> <p>Strijden tegen het niet-benutten van rechten en zorg door administratieve vereenvoudiging, betere publieksinformatie en het waarborgen van de effectieve toegang tot bestaande rechten.</p>
17.	<p>Renforcer la cohésion sociale (lutte contre la pauvreté infantile, le décrochage scolaire, l'isolement et les inégalités territoriales), améliorer les infrastructures de quartier, accorder une attention particulière aux familles monoparentales, et mieux inclure les personnes en situation de handicap (accessibilité des bâtiments, services et espace public, et accès à l'emploi), en s'appuyant sur un financement pérenne des communes et des CPAS.</p> <p>Versterken van de sociale cohesie (bestrijding van kinderarmoede, schooluitval, isolement en territoriale ongelijkheden), verbeteren van de wijkinfrastructuur, bijzondere aandacht voor eenoudergezinnen en een betere inclusie van personen met een handicap (toegankelijkheid van gebouwen, diensten en de openbare ruimte en toegang tot werk), met steun op een duurzame financiering van de gemeenten en de OCMW's.</p>
